

ALI BABACAN

Vice-Premier ministre de la République de Turquie

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Merci beaucoup pour cette revue exhaustive des principaux sujets qui vont faire l'objet de discussions au cours des trois prochains jours. Je souhaiterais vous poser deux questions : Premièrement, comment voyez-vous l'avenir des relations turco-iraniennes ? Et deuxièmement, quelle serait selon vous, en termes réalistes, la meilleure issue pour la Syrie dans les 12 prochains mois ?

Ali Babacan, vice-Premier ministre de la République de Turquie

Et bien, tout d'abord, la Turquie et l'Iran sont deux pays dont la frontière a été établie en 1639 et qui n'a pas changé depuis. Dans la région, nous avons toujours eu des relations très équilibrées et je pense que le respect mutuel constitue un élément important de nos relations bilatérales. Par ailleurs, nous travaillons en étroite coopération avec l'Iran au sein de nombreuses instances multilatérales, notamment au sein d'organisations régionales impliquant d'autres pays. J'ai déjà exposé clairement notre politique à l'égard du programme nucléaire iranien, lequel évolue dans le bon sens depuis le début des négociations. Ceci dit, sur certaines questions régionales, nous avons des points de vue différents et je pense que c'est normal, mais nous veillons toujours à laisser les canaux politiques et diplomatiques ouverts, nous nous parlons avec franchise comme doivent le faire deux proches voisins. Je pense que c'est aussi un élément très important de nos relations. Je pense que les relations bilatérales entre la Turquie et l'Iran demeureront solides et équilibrées.

En ce qui concerne la Syrie, il est très difficile de prévoir comment la situation va évoluer dans les 12 prochains mois. Il existe différents scénarios. Cette deuxième conférence de Genève est une formidable opportunité à ne pas rater. Par ailleurs, nous avons toujours prôné la formation d'un gouvernement provisoire jusqu'aux prochaines élections et jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution, le rôle de ce gouvernement provisoire sera d'amener le pays vers une démocratie efficace et représentative. Qu'entendons-nous par 'système démocratique représentatif' ? Un système démocratique inclusif et dans lequel de nombreux segments de la population civile sont représentés au parlement et au gouvernement. Nous pensons que c'est la meilleure solution, mais il existe bien entendu d'autres scénarios, sachant que les scénarios du pire pourraient avoir des issues radicalement différentes. Mais la menace est réelle : plus cette situation se prolongera, plus les petits groupes extrémistes prendront de l'ampleur et se renforceront. C'est dangereux non seulement pour la Syrie, mais pour la région tout entière. La coalition nationale est désormais considérée comme l'interlocuteur officiel de la Ligue arabe. Lorsque la Ligue arabe invite le gouvernement syrien à des réunions officielles de la Ligue arabe, elle n'invite plus le régime, mais la coalition. Et la coalition est un groupe plutôt représentatif et hétérogène, c'est un groupe avec lequel il est très important de discuter afin de créer une alternative viable au régime existant. Les six prochains mois ne seront pas faciles ; l'accord sur les armes chimiques prévoit un calendrier assez long ; d'un côté, il est positif mais d'un autre côté le fait que de nombreux pays et les Nations Unies discutent avec le régime lui confère une nouvelle légitimité en tant qu'interlocuteur, et il va être important de trouver un équilibre.

(Pour la question sur la Syrie) Je pense que nous devrions probablement nous concentrer davantage sur les raisons de l'existence même de ces groupes extrémistes et de leur renforcement. Dans ce pays, la moitié de la population a été déplacée ou vit en exil, le régime tue ses propres citoyens, 150 000 personnes déjà, et pourtant la communauté internationale n'a pris qu'une seule mesure à ce jour, et cela concerne les armes chimiques. 1500 personnes

seulement sont mortes à cause des armes chimiques, ce qui a été prouvé. 150 000 personnes ont été tuées par des armes conventionnelles. Dans un pays où la communauté internationale ne brille pas par son efficacité sur le plan humanitaire et reste inactive face au régime, la population se tourne inévitablement vers ces groupes extrêmes dans l'espoir qu'ils pourront faire quelque chose pour elle. C'est une situation extrêmement dangereuse. C'est pourquoi nous avons toujours encouragé les NU, la communauté internationale, les pays indépendants et d'autres pays à faire plus pour la Syrie, et ce dès le début de la crise. Le processus diplomatique va se poursuivre avec les discussions de Genève, mais il est crucial d'accélérer le mouvement. Si la situation perdure, les problèmes vont s'aggraver. Mais nous devons également nous montrer vigilants car les extrémistes ont déjà les moyens de se procurer des armes s'ils le veulent. Et voler des armes aux autres groupes d'opposition n'est pas leur seule source d'approvisionnement. Je pense que c'est un aspect du problème qui requiert la plus grande prudence.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Pensez-vous que le processus de négociation entre le groupe P5+1 et l'Iran va se poursuivre sans difficulté ? Pensez-vous que cela pourrait contribuer à résoudre le problème syrien ?

Ali Babacan, vice-Premier ministre de la République de Turquie

Bien, lorsque nous parlons du dossier nucléaire, P5+1 et l'Iran, il est important que ces discussions restent dans le cadre du dossier nucléaire. Certains pays, que je ne veux pas citer, pourraient être tentés d'appréhender ce problème dans une perspective plus large. Mais nous pensons qu'il vaut mieux rester concentré sur le dossier nucléaire. Et si la bonne volonté est là, si l'esprit de compromis est là, je pense qu'il pourrait y avoir une chance d'aboutir à une solution. Il est donc très important de respecter le calendrier, de s'en tenir aux engagements mutuels qui ont été pris et de continuer à instaurer une relation de confiance mutuelle.